



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :
 Sécurité publique Canada
 Contracting and Procurement Section
 340 avenue Laurier ouest,
 1ere étage, salle de courrier –
PORTANT LA MENTION URGENT
 Ottawa (Ontario) K1A 0P8
 Attention: **Denise Desserud**

Question and Answer #3
Question et réponse n° 3

Offer to: Public Safety Canada

We hereby offer to provide to Canada, as represented by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein or attached hereto, the goods, services, and construction detailed herein and on any attached sheets.

Offre au: Ministère des Sécurité publique

Nous offrons par la présente de fournir au Canada, représenté par le ministre des Sécurité publique et Protection civile Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexé.

Comments – Commentaires:

LES SOUMISSIONNAIRES QUI LIVRENT LEURS PROPOSITIONS EN MAINS PROPRES À LA SALLE DU COURRIER DOIVENT ATTENDRE QUE LEURS PROPOSITIONS SOIENT HORODATÉES.

L'entrée se trouve sur la rue Gloucester à la porte d'expédition, derrière l'immeuble

Instructions: See Herein
Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du Fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office – Bureau de distribution

Public Safety and Emergency Preparedness Canada
 Contracting and Procurement Section
 269 Laurier Avenue West
 13th Floor, Office 13B-37
 Ottawa, Ontario
 K1A 0P8

Title – Sujet Analyse du sentiment envers le cannabis sur les médias sociaux	
Solicitation No. – N° de l'invitation 201804487	Date 2018-10-26
Solicitation Closes – L'invitation prend fin At – à 14 h On – le 2018-10-29	Time Zone Fuseau horaire HAE
Delivery Required – Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denise Desserud	
Telephone No. – N° de telephone (613) 990-2614	FAX No. – N° de FAX (613) 954-1871
Destination – of Goods, Services and Construction: Destination – des biens, services et construction: Sécurité publique Canada 269, avenue Laurier Ouest Ottawa (Ontario) K1A 0P8	
Security – Sécurité Il n'existe aucune exigence de sécurité	

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Telephone No. – N° de telephone
Facsimile No. – N° de télécopieur

Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm
(type or print)
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom due fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)

Signature

Date



QUESTION ET RÉPONSE N^o 3

Question n^o 1 :

Afin de respecter les exigences de cette DP, le fournisseur devra analyser le contenu des médias sociaux. Sécurité publique Canada s'attend-t-il de voir ce contenu (comme le texte des messages affichés dans les médias sociaux) dans les rapports, ou les rapports peuvent-ils présenter uniquement les données globales et le contenu généré par le fournisseur (p. ex. l'analyse des données), sans montrer de contenu appartenant à des tiers? N'oubliez pas que si Sécurité publique Canada s'attend de recevoir du contenu appartenant à des tiers, les exigences relatives aux droits d'auteur signifient que Sécurité publique Canada devra accepter les modalités et restrictions concernant les façons dont ce contenu est utilisé (par exemple, il ne peut pas être diffusé au public). Elles signifient en outre que les exigences du contrat et les attestations énoncées dans la DP viennent les contredire et devront donc être ajustées. Pour clarifier, ces restrictions ne s'appliqueront pas s'il suffit de soumettre uniquement le contenu généré par le fournisseur, comme par exemple l'analyse des données, à Sécurité publique Canada.

Réponse n^o 1 :

Sécurité publique Canada exige que l'entrepreneur retenu fournisse tout contenu utilisé pour les analyses des données, y compris celles qui sont contenues dans les rapports provisoire et final; toutefois, comme il est précisé dans l'énoncé des travaux, tout renseignement qui pourrait potentiellement permettre d'identifier une personne ou un organisme ou une organisation devrait être exclu des documents et des renseignements fournis.

Sécurité publique Canada exige que tout entrepreneur retenu rédige des rapports qui respectent les droits d'auteur légaux de toutes les sources utilisées. Il incombe à l'entrepreneur de déterminer si le contenu recueilli dans les médias sociaux est un produit protégé par le droit d'auteur. Si le document comporte un contenu appartenant à des tiers et est assujéti aux lois sur le droit d'auteur, il incombe alors à l'entrepreneur d'obtenir les permissions nécessaires pour utiliser ce contenu et d'obtenir la permission de diffuser ce contenu auprès de Sécurité publique Canada. L'entrepreneur retenu ne sera pas obligé d'être un mandataire pour Sécurité publique Canada si le propriétaire du droit d'auteur souhaite conclure un accord de licence avec l'État, mais il incombera à l'entrepreneur retenu d'aviser Sécurité publique Canada au cas où une telle exigence de licence est demandée.

Question n^o 2 :

Page 10 – Section 2 : Objectifs du projet

En comparant les objectifs du projet avec les tâches et les livrables du projet, nous avons noté que la planification et l'exécution de l'analyse du sentiment ne figuraient pas dans les trois sections.



Pouvez-vous confirmer que la planification et l'exécution de l'analyse du sentiment constituent un livrable et sont comprises dans les rapports provisoire et final?

À la page 11 de la DP, l'approche méthodologique décrit les attentes relatives au plan méthodologique, y compris l'analyse du sentiment. Toutefois, la liste des tâches à la section 4 ne semble pas inclure de tâches portant expressément sur l'analyse du sentiment. Afin de nous aider à élaborer un plan méthodologique provisoire (C2) et un plan de travail provisoire (C3) conformes aux tâches énoncées dans la section 4, pouvez-vous confirmer que :

1. la tâche 4.5 couvre la planification et l'exécution de l'analyse du sentiment;
2. les rapports provisoire et final ainsi que la présentation (tâches 4.6 à 4.9 inclusivement) sont censés porter sur l'ensemble du projet, y compris l'analyse du sentiment?

Réponse n° 2 :

La tâche 4.2 couvre la planification du projet, de même que le plan méthodologique global qui sera basé sur la première rencontre (tâche 4.1).

Pour sa part, la tâche 4.5 renvoie à l'exécution du projet – il s'agit du processus de collecte et d'analyse des données qui exige le recours à une analyse du sentiment, ainsi qu'à d'autres méthodes ou techniques statistiques appropriées dont nous conviendrons lors de l'exécution des tâches 4.1 et 4.2.

Comme vous l'avez indiqué, les rapports provisoire et final ainsi que la présentation (tâches 4.6 à 4.9 inclusivement) porteront sur l'ensemble du projet, y compris l'analyse du sentiment.

Question n° 3 :

Est-il possible de prolonger la période de l'invitation à soumissionner?

Réponse n° 3 :

Non, on ne peut pas prolonger la période de l'invitation à soumissionner.

Question n° 4 :

Dans le cadre de notre proposition, pouvons-nous inclure des liens à des publications, ou cela est-il impossible en raison des pare-feu du gouvernement du Canada?

Réponse n° 4 :

Nous ne pouvons pas accepter des liens à des publications. Nous demandons que toute publication soit fournie avec la soumission afin d'éviter tout problème d'accès aux documents.



Question n° 5 :

Avez-vous une fourchette budgétaire que peuvent cibler les soumissionnaires?

Réponse n° 5 :

Nous n'avons pas de fourchette budgétaire à transmettre aux soumissionnaires à ce point-ci.

Question n° 6 :

Étant donné la nature complexe du thème central de ce projet (c.à-d. les perceptions du public de la consommation du cannabis), et les limites connues de l'analyse de sentiments (p. ex. l'incapacité de justifier le sarcasme, l'ironie et d'autres aspects contextuels de la langue), nous aimerions proposer que des approches qualitatives menées par des personnes complètent une méthodologie automatisée, en utilisant un échantillonnage ciblé et systématique pour valider et contextualiser les analyses automatisées. Le promoteur du projet serait-il ouvert à envisager cette approche?

Si oui, et à la lumière du fait que l'analyse qualitative exige plus de ressources et de temps, pouvons-nous envisager une certaine souplesse en vue de reporter la date ciblée d'achèvement du projet?

Réponse n° 6 :

Oui, l'utilisation d'une méthodologie automatisée pour compléter l'approche qualitative menée par des personnes est un élément dont nous prévoyons qu'il soit nécessaire. Malheureusement, la date ciblée d'achèvement ne peut être reportée au-delà de celle indiquée dans l'énoncé des travaux.